

L'espoir guinéen

Les deux derniers coups d'Etat que vient de connaître l'Afrique ont montré que l'armée peut jouer, selon les pays, un rôle différent. Au Cameroun, on l'a vue se diviser, laissant le succès ou l'échec au verdict des armes. Le cas de la Guinée est plus original, puisqu'on y voit les militaires, que le président Sekou Touré avait durement frappés, notamment en 1971, unanimes dans leur dénonciation de la « dictature défunte » et dans des proclamations d'intentions que l'équipe la plus démocratique et la plus « civile » pourrait reprendre à son compte. Salués, dans un déferlement de joie auquel un unique reportage télévisé a permis d'assister, aux cris de « vive l'armée ! », ces étranges prétoriens assurent n'avoir « jamais envisagé de tuer qui que ce soit », libèrent les détenus, promettent aux anciens dirigeants civils des procès équitables ne portant que sur leurs « fautes économiques et administratives », bref paraissent avoir fait leurs classes auprès d'Amnesty International.

Devant tant de bonne volonté et d'heureuses résolutions, l'émerveillement se teinte, d'abord, de quelque scepticisme. D'autres militaires ont, d'ailleurs, tenu des discours et fait des promesses demeurés sans lendemain. Pourtant, dans le cas de la Guinée, les raisons d'espérer ne sont pas minces. Le mouvement actuel ne paraît pas se limiter, comme ce fut, par exemple, le cas en Guinée-Equatoriale après la chute du sanglant Macias, au cri de soulagement d'un pays arraché à son bourreau. Sekou Touré, dans une paranoïa meurtrière, avait fait d'innombrables victimes. L'histoire, pour une fois morale, n'a pas voulu qu'il savoure son triomphe de président de l'OUA à quelques pas du camp où il fit mourir dans des conditions atroces Diallo Telli, ancien secrétaire général de l'organisation africaine.

Toutefois, au-delà de ses obsessions de complots et de la vision du monde qu'il exprimait au onzième congrès de son parti, en novembre 1978, par un proverbe : « Au pays des hyènes, si tu ne fais pas l'hyène tu seras croqué », Sekou Touré avait mis en place, bien involontairement, le décor d'une démocratisation. Tandis que ses brumeuses dissertations islamo-marxistes et son parti-Etat ne donnaient pas au régime une adhésion populaire ni une idéologie convaincante, son revirement en politique extérieure l'ouvrait vers l'Occident, vers lequel se tournaient aujourd'hui des officiers formés à Moscou pour la plupart d'entre eux, mais bien revenus des allégeances dogmatiques.

En outre, la faillite économique d'un pays pourtant béni par les dieux et le caractère imprévisible des répressions suscitaient une énorme émigration, riche d'hommes et de rêves de rénovation. Enfin, la Guinée restait largement ouverte aux milieux financiers internationaux, notamment américains, et une bourgeoisie bureaucratique, frustrée par la banqueroute de l'étatisation, ne demandait, comme vient de l'y inviter crûment le nouveau gouverneur de la banque centrale, qu'à « faire fructifier sa richesse ».

Autant de raisons de penser que l'explosion « libérale » et « démocratique » suivant vingt-six années d'incohérence et d'arbitraire laisse aux Guinéens de l'intérieur et de la diaspora des chances non négligeables de relever les ruines de leur pays.

(Lire nos informations page 3.)

Le nouveau pouvoir militaire exclut toute exécution d'anciens dirigeants

Le colonel Lansana Conte, nouveau chef de l'Etat guinéen depuis le coup d'Etat du 3 avril, a tenu, dimanche 8 avril, sa première conférence de presse à Conakry. Il a indiqué que les anciens dirigeants du régime civil ne seront pas exécutés, mais jugés pour « des fautes économiques et administratives ». « Nous n'avons jamais envisagé de tuer qui que ce soit (...), nous ne le ferons pas », a ajouté le chef de l'Etat, précisant qu'il n'y aurait pas de procès politiques. Le colonel Conte a indiqué que les dirigeants déchus sont gardés « en lieu sûr » pour éviter qu'ils ne soient « assaillis » par la population, et ils sont « en très bonne santé ». « Il n'est pas dit » que tous les membres de l'ancien gouvernement « soient de mauvais Guinéens ». « Nous voulons le savoir et connaître les degrés de responsabilité de chacun d'eux », a-t-il ajouté. A propos du prochain sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), qui devait se tenir le 24 mai prochain à Conakry, le président guinéen a déclaré : « Si la Guinée est retenue, le sommet se tiendra à Conakry. Si un autre pays est retenu avec des arguments solides, la Guinée s'inclinera et le sommet se tiendra dans ce pays, et nous y participerons avec une forte représentation. » Parlant des rapports de la Guinée avec les pays étrangers, le colonel Conte a indiqué : « Nous comptons sur la France, les Etats-Unis et tous les pays africains pour que l'assistance qu'ils nous apportent, et que nous voulons désintéressée, nous aide à sortir de notre situation actuelle », précisant : « Nous ne refusons aucune aide, qu'elle vienne de l'Ouest

ou de l'Est ». S'agissant, d'autre part, du retour des militaires dans leurs casernes, le président guinéen a exprimé l'intention du nouveau gouvernement de « conserver le pouvoir jusqu'à ce que disparaissent les fléaux » du racisme, du sectarisme et du régionalisme.

« La mangue était mûre »

Le premier ministre, le colonel Diara Traoré, a, de son côté, indiqué que le nouveau régime accepte d'être critiqué « pour ses lacunes, ses insuffisances et ses erreurs ». « Si on ne nous critique pas, a-t-il indiqué, comment pourrions-nous savoir que nous faisons des erreurs ? » Il a, d'autre part, affirmé que le coup d'Etat était préparé par l'armée depuis trois ans. La date en a cependant été précipitée à la suite de la décision du Parti démocratique de Guinée (PDG) de convoquer, après la mort du président Sékou Touré, un « conseil national de la révolution », qui aurait dû désigner le successeur de l'ancien chef de l'Etat. Le colonel Traoré a souligné que la division des dirigeants de l'ancien régime a facilité la réussite du coup d'Etat. « Il n'y a pas eu un seul coup de feu. La mangue était mûre, il ne s'agissait que de la manger », a-t-il dit. Le premier ministre a, d'autre part, précisé que le CMRN (Comité militaire de redressement national) est l'organe suprême du pays, qui « oriente l'action du gouvernement et la contrôle ». Le gouvernement précisera mardi 10 avril ses orientations politiques, a annoncé Radio Conakry.

Sur le plan économique, quatre mesures ont été prises par la Banque

centrale de Guinée « en vue de permettre aux nationaux de faire fructifier leurs richesses » :

- 1) l'instauration du secret bancaire ;
- 2) liberté reconnue aux entreprises et aux individus de déposer désormais leurs avoirs dans la banque de leur choix ;
- 3) suppression des plafonds de retrait des sommes déposées ;
- 4) rapidité accrue dans les opérations de banque.

La violation du secret bancaire, a précisé le nouveau gouverneur de la Banque centrale, le capitaine Kaba, ne sera plus tolérée « pour des motifs inspirés par l'arbitraire et plus personne ne sera inquiété à cause de sa fortune acquise honnêtement ».

Le CMRN a, par ailleurs, décidé de rétablir la liberté de la presse, ainsi que les libertés syndicales. M. Siradiou Diallo, secrétaire général du Regroupement des Guinéens de l'extérieur, principal mouvement de la diaspora guinéenne (notamment en France), a apporté, samedi 7 avril, son « soutien ferme et total » aux mesures prises par le CMRN.

A Conakry, un mouvement de soutien au CMRN a demandé « l'érection, au camp Boiro, d'un monument à la mémoire des martyrs de l'injustice » (dans la capitale guinéenne le camp Boiro était l'un des principaux centres de détention). Une marche de soutien au nouveau régime des familles de détenus a eu lieu dimanche dans les rues de la capitale. — (AFP, Reuter, AP.)